



DÉCLARATION 01/08 2022

L'ANAD s'interroge, avec inquiétude et indignation, sur l'avenir de notre pays sous la transition en cours face à l'aggravation du recul des libertés fondamentales et de la démocratie.

Des patriotes OUMAR sylla "Foniké Mengué", Saikou Yaya Barry, Ibrahima Diallo et autres citoyens pro-démocratie sont interpellés et emprisonnés, en dehors de toute forme légale, parce qu'ils sont porteurs des voix de ceux qui mettent en garde le CNRD contre le danger qu'il fait courir à la nation en cherchant à confisquer le pouvoir.

Les sièges des partis politiques de l'UFDG, l'UFR et RPG sont assiégés pour dissuader les citoyens militants de ces partis d'accéder à leurs lieux d'expression de leur opposition à la volonté autocratique de la junte.

L'ANAD dénonce avec la plus grande vigueur ces méthodes d'un autre âge et exprime son soutien à l'UFDG, à son Président, Président de l'ANAD, à l'UFR, au RPG et aux leaders du FNDC.

Ces dévoiements de la junte qui peuvent lui donner la sensation de puissance témoignent plutôt d'une grande fébrilité après les manifestations du 28 et 29 juillet 2022 qui lui ont fait prendre conscience de la force de son conflit avec le peuple.

En effet, le CNRD, en ne respectant pas son serment de faire de la justice sa boussole, en violant impunément la Charte de la transition et en privilégiant la force au détriment du droit, a perdu l'estime et la confiance des guinéens et par voie de conséquence son piédestal.

C'est avec gravité que l'ANAD prend à témoin l'opinion nationale et internationale sur la décision inique de la junte d'interdire l'exercice d'une liberté fondamentale : celle de manifester que consacrent la Charte de la transition et les engagements internationaux souscrits par la Guinée.

L'arrogance de la junte à vouloir mater toute manifestation et ce, pour intimider la population et baillonner toute protestation contre la dictature qu'elle veut installer, sera combattue par les forces vives du pays.

C'est cette résistance qui s'est exprimée, avec bravoure, le 28 et 29 Juillet dernier. Elle se poursuivra comme recours légal et légitime des revendications des citoyens guinéens et le CNRD sera tenu pour seul responsable des violences qui pourraient en résulter.

A cet égard, l'ANAD condamne avec indignation le niveau de violence atteint lors de ces manifestations. Plusieurs morts, de nombreux blessés graves, des destructions et vols délibérés de biens. La logique de répression qui s'installe et l'impunité qui l'accompagne

ont fini de tuer les illusions des guinéens sur la rupture de la transition avec les pratiques du passé.

L'ANAD déplore le fait que les exactions sont commises par les forces militaro policières. Les images qui montrent en action ceux qui ont mission de défendre les valeurs de la république interrogent, avec douleur, la conscience nationale.

L'ANAD interpelle le CNRD sur le danger que ces exactions et autres décisions liberticides exercent sur la cohésion de la nation.

C'est pourquoi, l'ANAD exige du CNRD qu'il prenne, instamment, les mesures suivantes :

- Libérer tous les leaders et citoyens arrêtés, sans base légale, dans le cadre des dernières manifestations ;
- Lever le blocage par les FDS des sièges des partis et OSC ;
- Lever l'interdiction de manifester
- Engager des enquêtes sur les cas des morts lors des manifestations.

L'ANAD demande à la CEDEAO d'obtenir du CNRD un engagement ferme sur la durée de la transition conforme aux normes de l'Institution et à l'ONU une commission d'enquête sur les crimes commis lors des manifestations citoyennes en Guinée.

L'ANAD rend hommage à la mémoire de toutes les victimes des violences et à la douleur de leurs familles.

L'ANAD adresse ses vives félicitations à ses militants pour la remarquable contribution au succès des dernières manifestations.

La lutte doit se poursuivre et se renforcer pour s'opposer aux velléités dictatoriales de la junte. Seule la ferme détermination dans cette lutte permettra le retour à l'ordre constitutionnel.

Ainsi, dès après la trêve demandée par la CEDEAO, l'ANAD se concertera avec les partis et les organisations de la société civile alliés, pour définir un nouveau programme des manifestations.

Restons mobilisés !

Vive la démocratie !

Vive la République !

Conakry, le 1er août 2022

L'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie